

Session des 6 et 7 février 2017

Intervention Grégory Blanc - BP 2017

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Nous sommes dans une période compliquée.

Plus que jamais, notre responsabilité est donc d'éclairer, de dégager les horizons. Nous avons besoin de prendre du recul, inscrire nos politiques dans le temps long, et en même temps innover, revoir plus radicalement nos fonctionnements.

Face à un budget compliqué, justement : nous avons proposé. La période exige d'avoir de l'audace sur les sujets clés, prendre des risques, certes mesurés. Le département ne peut n'être que dans une logique de repli, en réduit, quand tout est en mutation autour de nous.

Vous avez tout refusé, en bloc, en nous caricaturant, sans la moindre nuance : « irresponsables », « dépensiers », « ne sachant pas compter », « ne comprenant rien », nous travestissant avec des sourires moqueurs.

Nous sommes tout de même étonnés de votre incapacité à écouter la moindre de nos propositions, surtout quand on se veut « centriste ». Le centre, c'est une marque d'ouverture, une capacité à être dans la nuance.

Le centrisme, cela ne se déclare pas, mais cela s'incarne dans la capacité à faire travailler ensemble des gens des gens qui ont des avis contraires. Il y a des centristes au sein de notre groupe, et ils n'ont pas la même approche que la vôtre. Il y a aussi parmi nous des hommes et des femmes profondément de gauche, des socialistes et des écologistes. Et nous discutons ensemble pour proposer ensemble. Nous serions heureux de le faire plus souvent avec vous.

Nous savons dépasser nos désaccords pour faire bouger les lignes.

Dans une période compliquée, nous avons besoin de rassembler.

Or, vous décidez de maintenir les divisions et nous le regrettons.

Alors dans ce contexte, que proposez-vous de voter ?

- un budget où l'effort de la collectivité sur les routes et les collèges est en baisse,
- un budget autonomie où le ratio établissement – maintien à domicile va dans le mauvais sens,
- un budget où vous proposez, malgré ces stagnations ou repli, une augmentation des impôts de 4,8 %.

Nous ne partageons pas. Il y a des marges de manœuvres, réduites certes. Voilà pourquoi il faut être plus énergique là où nous pouvons l'être. Il faut délester la collectivité.

Toutes nos propositions sont chiffrées, étayées, équilibrées.

- Sur le RSA : nos projections ont été faites avec le regard d'autres départements et sont même plus pessimistes que le département de droite du Bas-Rhin. Vous le voyez, nous n'avons comme objectif que de prendre les bonnes idées là où elles sont sans forcément regarder si cela vient de droite ou de gauche. Quand c'est juste et efficace, il faut le faire.

- Sur le fonctionnement : nous prévoyons autant de dépenses que de recettes. Notre budget est à l'équilibre.

- Sur l'investissement : nous présentons un excédent de 896 730 euros avec des propositions réalistes, sur le SADAR je l'ai dit, comme ailleurs. Nous affecterions ces 900 000€ au désendettement. C'est à dire un budget avec un résultat meilleur, plus positif.

Alors, vous nous dites : pour vendre, il faut un acheteur. Ce qui est certain, c'est que pour avoir un acheteur, il faut mettre en vente !

Nous vous le disons, nous pouvons vendre. Nous proposons des ventes à minima, pour ouvrir plus fortement. Ce débat, vous l'avez refusé aujourd'hui. Il est pourtant devant nous. Ne tardons pas.

Monsieur le Président, les priorités doivent être à des budgets en hausse sur nos compétences, et en baisse ailleurs, partout. Ce n'est pas le cas. Il y a encore des choix, certes douloureux, mais nécessaire à opérer. Allez-y, ouvrez la porte, nous n'avons plus le temps d'attendre !

Si vous aviez intégré nos amendements, ou au moins une partie, nous aurions pris nos responsabilités face à la nécessité de gérer ce lourd passif de 100 millions d'euros que supporte la collectivité. Non, la hausse d'impôts n'est pas que la faute des autres, elle est aussi due à des choix politiques du département, nous voulons corriger ce qui peut l'être. Vous ne voulez pas. En l'espèce, nous ne voterons pas ce budget primitif et cette hausse d'impôt.